

Questions orales

Je me fais le porte-parole des centaines de milliers de chômeurs canadiens qui ne touchent plus de prestations d'assurance-chômage, qui n'ont pas de travail et qui ont désespérément besoin de formation.

Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi son gouvernement a retranché 100 millions de dollars du budget de formation du Programme de la planification de l'emploi l'an dernier et 110 millions cette année? Le ministre ne s'aperçoit-il pas que ces compressions signent l'arrêt de mort des programmes communautaires de formation d'un bout à l'autre du pays?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le rajustement du budget de la Planification de l'emploi ne nuit en rien à la formation. Bien au contraire. Le député sera peut-être heureux d'apprendre que nous avons augmenté de 400 millions de dollars les fonds consacrés à la formation des chômeurs canadiens pour l'année financière en cours. Nous consacrerons 1,8 milliard de dollars à la formation des chômeurs un peu partout au pays.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, le ministre veut faire croire aux Canadiens que son gouvernement se soucie de la formation professionnelle. Il sait que les fonds consacrés à la formation proviennent de la caisse d'assurance-chômage et que son gouvernement a réduit les crédits accordés au Programme de la planification de l'emploi. Les chômeurs qui ne touchent plus de prestations d'assurance-chômage ont terriblement besoin de formation. Ce sont eux qui souffrent.

Je pose de nouveau la question au ministre. Pourquoi s'applique-t-il à détruire les programmes communautaires de formation au Canada? Ne se rend-il pas compte que les plus défavorisés d'entre les chômeurs, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les minorités visibles, sont ceux qui ont le plus désespérément besoin de formation?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Le député devrait peut-être sortir d'Ottawa et aller rencontrer les gens avec qui nous travaillons.

La stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre que notre gouvernement a établie à l'intention des Canadiens fonctionne bien. Nous collaborons avec les syndicats, les entreprises, les éducateurs et les agents de formation. Hier, j'étais à Toronto et j'ai été chaleureusement applaudi par des Torontois qui avaient besoin de travail et de formation et qui les ont obtenus.

[Français]

LA TENUE DU RÉFÉRENDUM AU QUÉBEC

M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Suite aux nombreux reportages dont nous avons pris connaissance aujourd'hui, que pense le premier ministre de la déclaration de M. Parizeau, chef du Parti québécois, à l'effet qu'il serait préférable, compte tenu de la situation économique, de reporter de un à deux ans la tenue du référendum au Québec?

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que M. Parizeau vient de *scorer* dans son propre but!

Des voix: Ha, ha!

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: D'abord, il dit qu'il veut un référendum dans les meilleurs délais et il vote contre la Loi 150. Mais au Canada anglais, il dit souhaiter que le référendum soit retardé d'un an ou deux. Je le cite, c'était le 15 mars: «Si vous me demandez s'il serait préférable de prendre une décision aujourd'hui sur la souveraineté du Québec, ou de prendre une décision dans un an d'ici ou dans deux ans d'ici, je préfère dans un an ou deux ans, parce que nous serons en période de reprise à ce moment-là.»

Alors, au Québec, il veut le référendum tout de suite, et au Canada anglais, il le veut dans deux ans.

De plus, monsieur le Président, M. Parizeau veut un Québec souverain, avec la monnaie canadienne, la citoyenneté canadienne, les bienfaits de l'union économique canadienne, le Traité de libre-échange, le passeport, le drapeau, puis la reine. Alors, monsieur le Président, à Baie-Comeau, là, au hockey, ce serait assez original comme parti. On dirait que M. Parizeau veut jouer pour les Québécois séparés, mais en portant fièrement le chandail des Canadiens fédéralistes!

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre du Commerce extérieur.

Le ministre, qui remplace la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, sait probablement que, depuis une semaine, nous avons appris qu'il y avait lieu de s'inquiéter du respect des droits de la personne au Guatemala, d'où rentre tout juste une délégation de personnalités reli-